

Confluences 87

ALTERNATIVE DEMOCRATIE SOCIALISME

octobre 2008 N° 64

LE 18 OCTOBRE A L'HOTEL DE REGION A LIMOGES

Débat public

La gauche :
Quelles valeurs,
quelles perspectives ?

Marcel Rigout et Pierre
Allard avec...



- Clémentine Autain, féministe
- François Asensi, député PCF
- Pierre Cours-Salies, CUAL
- Bruno Julliard, PS, adjoint au maire de Paris, ex-Pdt de l'UNEF
- Noël Mamère, député-maire Vert
- Christian Piquet, LCR-NPA
- Patrick Quinqueton, MRC

SOMMAIRE

- p 2 et 3 **LA TABLE RONDE DU 18 OCTOBRE**
 - Quelques repères historiques
 - Nos invités
- p 4 et 5 **DEPARTEMENT et REGION**
 - L'agriculture
- p 6 et 7 **REPERES SUR L'ACTU**
 - La crise financière
 - Un budget d'austérité
- p 8 **- LA RENTREE SCOLAIRE**

Une brûlante actualité

Il y a 20 ans, rompant avec la direction du PCF, Marcel Rigout créé ADS, Alternative-Démocratie-Socialisme avec ses amis et camarades Claude Poperen et Félix Damette. ADS a souhaité contribuer à cette occasion aux débats actuels à gauche et à la recherche de perspectives crédibles en organisant une table ronde le samedi 18 octobre prochain au Conseil régional du Limousin (à 14h 30).

Le thème :

«La gauche, quelles valeurs, pour quel(s) avenir(s) ?»

A une époque où le feuillet médiatico-politique tient trop souvent lieu de mode de gouvernance (et pas seulement à l'Elysée...), le souhait est de permettre de nourrir utilement le débat politique. Beaucoup de nos concitoyens sont en effet quelque peu «déboussolés» et par là démobilisés. Dans le discours politique, «l'écume des mots» masque souvent le fond, l'essentiel. Des mots, des expressions, hors de tout contexte, servent de supports à des «épisodes» qui obscurcissent le débat. Par exemple : rupture, réforme, modernité, libéralisme, pensée unique, etc.

Que met-on réellement derrière ces mots ?

La gauche, quelles valeurs... Oui, la question est vraiment d'actualité !

Peintures au poing

A l'occasion de ce débat, une exposition, «**Peintures au poing**» sera présentée dans le hall du Conseil régional du 16 au 23 octobre. Elle rassemblera des oeuvres, sérigraphies, lithos et affiches de Victor Anicet, César, Cueco, Joël Desbouiges, Pierre Digan, Eugénie Dubreuil, Catherine Dupire, Ernest Pignon-Ernest, Jean-Michel Ponty, Rémy Pénard, Ramon,...

Quelques repères chronologiques qui ont conduit à la création d'ADS

Il serait vain de vouloir retracer l'ensemble des faits qui ont conduit à la création d'ADS. L'attitude originale, critique, rebelle des communistes de la Haute-Vienne et même du Limousin remonte à fort loin. Sinon, comment expliquer que le journal L'ECHO ait pu surmonter, en 1958, la décision du PCF de ne plus l'aider financièrement et occuper une place originale dans la presse ?

Quelques dates importantes jalonnent une lente maturation

Des hommes, des femmes ont joué un rôle important, s'appuyant sur une puissante volonté, rassembler à gauche, vraiment à gauche, faire du neuf. Au fil des années naît une aspiration, une perspective, la création d'une force politique nouvelle.

Mais revenons aux années 80.

En 1981, victoire de François Mitterrand aux élections présidentielles le 10 mai et de la gauche en juin aux législatives. Des élections marquées également par des reculs pour le PCF et la majorité absolue pour le PS, ce qu'on a appelé «la vague rose». En Haute-Vienne, singularité, Marcel Rigout est réélu député, Jacques Jouve et Ellen Constans, malgré de meilleurs résultats au premier tour que lors de leur élection en 1978, sont devancés par les candidats socialistes. 4 ministres communistes entrent au gouvernement Mauroy, dont Marcel Rigout.

1983, tournant de la «rigueur» sous l'égide de Jacques Delors, alors ministre de l'économie et des finances. Certains toussent mais décision est prise de rester au gouvernement.

Juin 1984, quelques jours avant les élections européennes du 17 juin, Georges Marchais déclare que le bilan de ces 4 années de gouvernement de gauche, «c'est plus que 36 et 45 réunis». Le verdict tombe le 17 juin, avec la liste du PCF qui tombe à 11,2% contre 20 % cinq ans auparavant. Au comité central du PCF, ça tousse encore plus fort mais la direction reste en place.

17 juillet 1984, démission du gouvernement Mauroy et formation du gouvernement Fabius. Le PCF refuse d'y participer. Le comité fédéral du PCF de la Haute-Vienne conteste cette décision.

Février 1985, la conférence fédérale du PCF en Haute-Vienne, qui précède le 25^e Congrès s'abstient sur la résolution, marquant ainsi pour la première fois sa nette différence avec «la ligne du parti», aux côtés notamment des fédérations de la Corse du Sud, du Doubs et de la Meurthe-et-Moselle.

27 janvier 1987, Marcel Rigout démissionne du Comité central du PCF.

4 novembre 1987 : départ collectif des 5 secrétaires fédéraux du PCF de la Haute-Vienne et de la majorité de comité fédéral.

1988 : création du **Mouvement des Reconstructeurs**, première structure organisée

à l'intérieur du PCF, par Marcel Rigout, Félix Damette, Claude Poperen, Louis Odru, Marcel Dufriche et d'autres «pour faire bouger le parti» sans le quitter... mais le choix du mot «reconstructeur» préfigure bien l'idée de bâtir une force politique nouvelle.

Tout se précipite au fil des mois...

Le 3 janvier 1990 paraît au Journal Officiel la création d'ARIAS, l'association de recherches et d'initiatives pour l'autogestion et le socialisme.

13 octobre 1991 : réunis à Limoges en séminaire, 53 délégués, venus du Limousin, d'Auvergne, du Poitou-Charentes et d'Aquitaine annoncent pour le mois suivant à Paris la création d'une «force politique nouvelle».

23 novembre 1991 : les différentes familles de «communistes critiques» et d'autres comme AREV (Rouges et Verts) se réunissent effectivement à Paris et fondent au plan national **l'Alternative pour la Démocratie et le Socialisme, ADS**.

Dans son texte fondateur, on peut lire : «*Les partis de gauche sont dépassés ; une proportion croissante de militants et d'électeurs en sont conscients. Mais le système se maintient car les mêmes éprouvent une appréhension bien compréhensible devant le vide, l'absence d'alternative moderne et crédible. C'est pourquoi, ceux qui étaient les reconstructeurs et les rénovateurs communistes confirment l'option en faveur d'une force politique nouvelle à gauche*».

Faire du neuf à gauche

Le 28 janvier 1992, soit deux mois après, l'assemblée générale d'ADS 87 décide de présenter la liste «**Faire du neuf à gauche**» aux élections régionales du 22 mars. Dans le numéro spécial de Confluences 87 édité pour ces élections, on peut lire un extrait de l'appel signé par 11 conseillers généraux, 36 maires et maires honoraires, plus de 220 élus locaux, des responsables d'associations, des syndicalistes, des résistants et des centaines de citoyens :

«*Nous, hommes et femmes de la Haute-Vienne, nous refusons le déclin de notre pays et de notre région (...) Les tentatives de rénover les vieilles structures se sont révélées vaines : les deux partis de gauche, l'un par son refus de toute réforme profonde et par sa soumission aux « impérialistes » du marché, l'autre à cause de sa sclérose croissante et de son aveuglement devant la faillite des pays de l'Est, ont failli à leur tâche. La seule voie qui reste est donc de faire du neuf à gauche (...)*».

Le 22 mars 1992, cette liste «Faire du neuf à gauche» conduite par Marcel Rigout obtient 3 élus au Conseil régional du Limousin : Marcel Rigout, Jacques Jouve et André Leycure. Ces 3 voix vont d'ailleurs permettre à la gauche de rester majoritaire. ADS intègre l'exécutif régional.

Le Limousin et le Nord-Pas-de-Calais, seront, cette année-là, les deux seules régions en France dirigées par la gauche !

Clémentine Autain

Clémentine Autain co-dirige avec Roger Martelli le mensuel Regards. Elue conseillère de Paris en 2001, maire adjointe (apparentée PCF), chargée de la jeunesse aux côtés de Bertrand Delanoë. Militante au Collectif national pour les droits des femmes, elle a par ailleurs co-fondé une association en faveur de l'égalité entre les sexes, Mix-Cités. Puis elle participe à la création et à l'animation de la Fondation

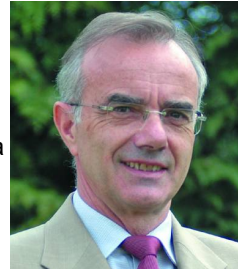


Copemic, espace de construction d'alternatives au libéralisme. Très engagée dans la campagne sur le projet de Constitution européenne, elle a été membre du collectif national pour des candidatures unitaires.

Clémentine Autain s'est portée candidate à la candidature pour représenter les antilibéraux à la présidentielle de 2007. Nouvel ouvrage : *Les machos expliqués à mon frère* (Ed. du Seuil).

François Asensi

François Asensi est député depuis 1981, maire depuis 1991. Fils de Brigadiste international, il s'engage très tôt au service des autres, de la liberté d'expression et au service de l'émancipation humaine. Secrétaire national de la JC et 1^{er} Secrétaire de la Fédération du PCF de Seine Saint Denis, il n'a cessé de vouloir rénover les structures de son parti. Proche de Guy Hermier, il participe à la naissance du mouvement des refondateurs. En



1985, il est exclu de la direction nationale du parti. Il poursuit son combat pour la construction d'un grand mouvement de gauche de transformation sociale. Lors de la Présidentielle de 2007, il soutient une candidature unitaire issue de l'ensemble des forces antilibérales. Aujourd'hui, il se prononce pour la construction d'un pôle de transformation sociale et écologique dans laquelle la sensibilité communiste serait un acteur majeur.

Pierre Cours-Salies

Pierre Cours-Salies est sociologue, professeur des Universités à Paris VIII. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages politiques dont *La liberté du travail*, en 1995, aux éditions Syllepse et *Nouvelles luttes de classes* (en coll.), aux PUF, en 2006. Personnalité engagée lors de la campagne contre le Traité Constitutionnel Européen, il a défendu l'idée d'une candidature unique de la gauche de gauche à la prési-



dentielle de 2007 et milite activement au sein de la Coordination nationale des collectifs unitaires pour une alternative au libéralisme (CUAL). Il s'est prononcé avec d'autres pour la création d'une "Fédération de la gauche de la gauche" : les communistes unitaires, les alterekolo (Francine Bavay,...), les alternatifs, Alternative citoyenne (Claire Villiers, Claude Debons), etc.

Bruno Julliard

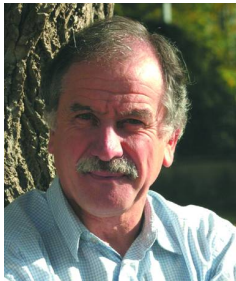
Natif de Haute-Loire, Bruno Julliard étudie le droit public à Lyon où il s'engage au syndicat étudiant UNEF-ID et devient président de la section locale de l'UNEF réunifiée de Lyon. En 2003 il quitte Lyon pour Paris. En février 2005 il est élu vice-président de l'UNEF, puis président en juillet 2005. Il devient la figure emblématique de la mobilisation contre le contrat première embauche



(CPE) en 2006. L'unité syndicale, les manifestations massives (jusqu'à 3 millions de personnes) font plier le gouvernement de Dominique de Villepin, le CPE est retiré. En décembre 2007 il quitte la présidence de l'UNEF. Il s'engage sur les listes municipales de Bertrand Delanoë dans le 13^e arrondissement de Paris. Il est élu conseiller de Paris le 21 mars 2008, puis adjoint au maire chargé de la jeunesse.

Noël Mamère

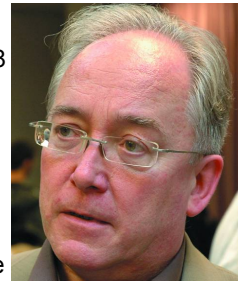
Longtemps journaliste, en particulier à la télévision (notamment comme présentateur du journal Antenne 2 Midi de 1982 à 1986), auteur de plusieurs documentaires sur Antenne 2 et d'ouvrages (dont *"Sarkozy, mode d'emploi"* - Ed. Ramsay 2006), Noël Mamère est avocat depuis sa prestation de serment le 7 mai dernier. Sa carrière politique débute à Bègles (Gironde) dont il est le



maire depuis 1989 et comme député suppléant de Gilbert Mitterrand (1988). En 92, il devient vice-président de Génération Ecologie, député européen de 92 à 97 (Liste "Energie Radicale"). En 94, il fonde Convergences-Ecologie-Solidarité dont il est le Président de 94 à 97. Il adhère au parti "Les Verts" en 1998 dont il est le candidat aux présidentielles de 2002.

Christian Picquet

Christian Picquet a quitté la Jeunesse communiste en 1968 pour adhérer au courant qui deviendra la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR). Journaliste, animateur de la rédaction de "Rouge", membre du bureau politique de la LCR, il anime le courant Uni, qui agit en faveur du rassemblement de toutes les composantes de la gauche de transformation.



De 2000 à 2007, il est le coordinateur national du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens. Auteur de *"La République dans la tourmente"* (Syllepse, 2003), il a également participé à deux ouvrages collectifs : *"Fascismes, un siècle mis en abîme"* (Mauvais Temps-Syllepse 2000) et *"Quelle V^e République ?"* (Le Temps des cerises, 2007).

Patrick Quinqueton

Maître des requêtes au Conseil d'Etat après avoir été inspecteur du travail, Patrick Quinqueton est Secrétaire national du MRC depuis 2002, après avoir milité au PS (19 ans), puis au MDC (9 ans). Ancien conseiller régional de Lorraine et conseiller général de la Moselle (canton de Fameck), il est actuellement conseiller municipal de Nilvange et membre du bureau de la com-



munauté d'agglomération du Val de Fensch, dans le nord de la Lorraine. Il préside également l'UNHAJ (Union nationale pour l'habitat des jeunes), qui fédère les associations développant des FJT, des résidences et des services logement pour les jeunes. Il est également membre d'associations de développement en direction du tiers-monde.

Christian Trentalaud Conseiller Général de Laurière :

“SOS pour l'élevage”

Les ministres et responsables agricoles européens étaient réunis récemment à Limoges pour débattre de l'avenir de l'élevage ovin qui connaît de grandes difficultés. Les conseillers généraux du groupe communiste-ADS se déclarent solidaires des éleveurs et demandent la mise en place d'un plan d'urgence.

L'élevage bovin, autre pilier de l'activité agricole du Limousin est lui aussi très touché. Les chiffres sont là dans toute leur rigueur : moins 23 % de revenu pour les éleveurs bovins en 2007, moins 28 % en viande ovine où la faiblesse des cours est patente depuis deux ans.

Du côté des charges, c'est à une hausse importante et continue que les éleveurs ont dû faire face : énergie, carburants, engrais, aliments pour animaux... En outre, les conséquences sanitaires et économiques de la fièvre catarrhale ont été lourdes (mortalité, restriction des marchés...).

Enfin, il est clair que les éleveurs ne sont pas en mesure de répercuter ces hausses et ces avatars sur le prix de vente de leurs produits. Ils ne font le plus souvent que subir. Nombre d'entre eux se trouvent de fait aujourd'hui en situation précaire, des exploitations ont disparu, d'autres sont menacées. Comment installer des jeunes dans un tel contexte ?

Le manque de rentabilité est un facteur de déclin de la production ovine qui atteint un niveau spectaculaire, alors que la production française ne couvre que 40 % de la consommation nationale. Pourtant l'élevage est une activité primordiale pour la Haute-Vienne, un atout éco-

nomique majeur, garantie de qualité pour l'alimentation du consommateur et d'entretien de l'espace rural.

Autre objectif essentiel : la renégociation de la PAC (politique agricole commune) et le rééquilibrage des

aides en faveur de l'élevage à l'herbe, vital pour le Limousin.

Dans le cadre de la présidence française de l'Union Européenne, il s'agit d'un dossier essentiel qui nécessite volonté politique et détermination.

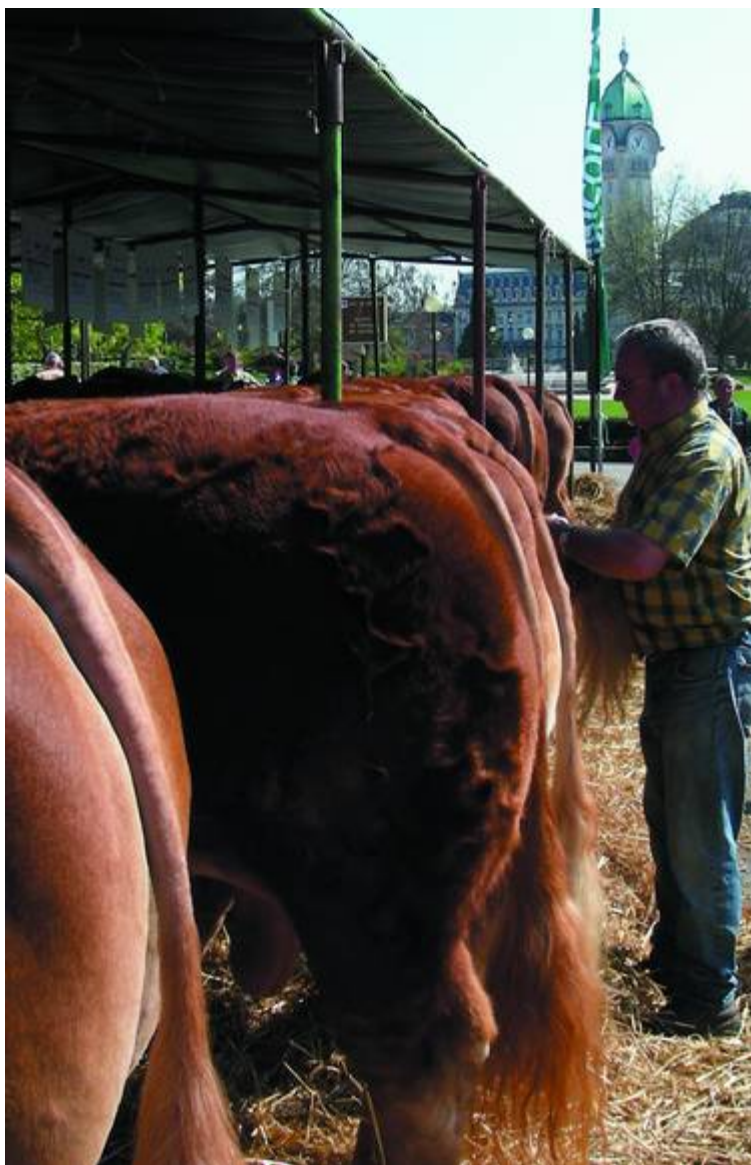
On ne peut que s'inquiéter au vu des orientations de la Commission européenne rivées sur la «sacro-sainte loi du marché» et qui propose d'accentuer le découplage «aides/production» au lieu de prendre en compte la spécificité des productions fragiles des régions difficiles.

La Conférence Ovine Européenne de Limoges a avancé des mesures qui vont dans le bon sens sans passer à la pratique qui nécessite un vote du parlement européen prévu en novembre.

D'ici cette première échéance avant une révision de la PAC, les éleveurs ne vont pas rester «l'arme au pied». La mobilisation est à

l'ordre du jour pour des revenus décents.

Avec la profession, nous appelons à tout mettre en œuvre pour pérenniser l'élevage bovin et ovin dans nos régions, l'enjeu est majeur pour l'avenir.



Solidaires

Les conseillers généraux du groupe communiste-ADS, solidaires des éleveurs, se prononcent pour la mise en œuvre par l'Etat d'un plan d'urgence de soutien des revenus.

ELEVAGE

Philippe Babaudou (Confédération Paysanne) :

“La souveraineté alimentaire de l'Europe est en jeu”

Les éleveurs européens doivent nourrir 500 millions d'habitants... et l'Europe se trouve aujourd'hui déficitaire en viande bovine comme ovine. On en importe ainsi actuellement 550 000 tonnes, chiffre qui pourrait être porté à 1,23 millions de tonnes d'ici 2014 selon les projections de la Commission de Bruxelles ! Déficit qui pourrait encore s'aggraver si l'OMC (Organisation mondiale des marchés) décide de réduire les protections douanières aux frontières de l'Europe face, notamment, aux productions sud-américaines à bas coût.

Comme le note Philippe Babaudou, responsable de la Confédération Paysanne en Haute-Vienne, “la souveraineté alimentaire de l'Europe et l'existence même des éleveurs de ruminants, c'est tout l'enjeu de la future PAC (Politique agricole commune) à l'horizon 2013”. Du côté de la Commission européenne comme des Britanniques, de certains pays nordiques et même maintenant de l'Allemagne, c'est haro sur l'éleveur. “L'objectif, relève Ph. Babaudou, est d'aller plus loin dans la suppression des outils de régulation des marchés et dans le découplage des aides, ce qui reviendrait à supprimer les aides”. La France est contre ce schéma, tout comme l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, etc.

Au niveau franco-français, l'autre question, c'est celle du rééquilibrage des aides entre les grandes cultures céréalières et l'élevage : “En 2007, le revenu des céréaliers a doublé tandis que celui des éleveurs viande a chuté de 28 % !”. Jusqu'à présent, la FNSEA ne voulait pas en entendre parler... mais la distorsion est devenue trop grande. “Une décision politique s'impose” déclare le syndicaliste paysan “pour imposer un rééquilibrage des aides en faveur des éleveurs et des zones herbagères”.

Quant à la future PAC de 2013, Britanniques et les pays les plus “libéraux” ne veulent pas en entendre parler. La France et les organisations syndicales souhaitent qu'on parle d'abord des objectifs avant de parler des budgets... Quelle agriculture et quelle production pour l'Europe. La FNSEA et des syndicalistes d'autres pays ont déposé un “Manifeste pour l'élevage” opposé à la libéralisation des échanges à l'OMC. Pour la Confédération paysanne, “il est nécessaire de mettre sur le plan européen plus de cohérence entre les politiques alimentaire et agricole et de maintenir des tarifs douaniers élevés, la PAC doit faire la promotion de la souveraineté alimentaire de l'Europe”.

Enjeu à court terme, le mouton. “On ne peut plus attendre, souligne Ph. Babaudou. Il faut mettre en place un plan d'urgence pour compenser la perte de revenus, soit 30 à 35 € par brebis. 150 millions d'€ sont nécessaires pour sauver les moutonniers dès 2008-2009. Les importateurs se sont grassement enrichis depuis 25 ans. La somme peut être aisément trouvée... On a su trouver beaucoup plus pour sauver des banques... De plus, il convient de mettre en place une vraie politique d'installation”.

A la différence de la FNSEA qui est pour une aide liée au nombre d'hectares d'herbe, la Confédération Paysanne se prononce pour une aide unique à l'animal, pondérée positivement si l'animal est élevé à l'herbe. Sinon, conclut-il, “on entre dans une course à la terre et à l'extensification”.

Dominique Favier

LEGRAND-LIMOGES

Emplois et productions s'évaporent

La fabrication des grandes séries d'éclairage de sécurité délocalisée chez un sous-traitant en Bulgarie, d'autres en Chine, pas d'embauche pour remplacer les départs en retraite et pré-retraite... On s'inquiète chez Legrand-Limoges.

Petit rappel : dans les années 90, Legrand employait 4 500 salariés en Limousin sur 15 000 dans le monde. Aujourd'hui, Legrand n'emploie plus que 3 200 salariés sur environ 30 000 dans le groupe. C'est ce que certains appellent la “gestion prévisionnelle de l'externalisation et du chômage” (GPEC). La CGT appelle à la mobilisation.

Michel Fourgeaud
Vice-Président du Conseil
régional du Limousin
Président du groupe ADS

Ne baissons pas les bras !

C'est la rentrée. Enfin façon de parler, puisque près d'un Français sur deux ne sera pas parti en vacances cet été. En particulier dans les couches populaires où la proportion de ceux qui ne partent pas a doublé en quatre ans.

Partir, ne serait-ce que quelques jours, leur est financièrement impossible. Comment s'en étonner, quand faire le plein est devenu difficile et que manger des fruits est un véritable luxe pour tous ceux ayant de modestes revenus.

Avec la politique de chacun pour soi de la droite, les inégalités s'accroissent pendant que le démantèlement de l'Etat et des grands services collectifs détruit les solidarités. Et M. Sarkozy veut encore pousser un peu plus les feux de sa réforme pour hâter cette dérive libérale.

Pour beaucoup de nos concitoyens, la rentrée est d'autant plus difficile qu'ils ne voient pas comment les choses pourraient changer et leur quotidien s'améliorer. Pourtant, cette politique d'injustice et d'inégalités sociales n'est pas fatale. Alors ne baissons pas les bras. De notre mobilisation contre les mauvais coups actuels, naîtra l'espoir d'un véritable changement.

Nous ne manquons pas d'atouts pour cela. Avec une recherche et des techniques de pointe, un savoir artisanal reconnu, une agriculture de qualité et beaucoup d'espace. Mais il nous faut également, à proximité, des écoles, des hôpitaux, des moyens de communication, etc.

Hélas, avec la droite et son choix du libéralisme pur et dur, ces équipements indispensables disparaissent chaque jour un peu plus.

Notre choix, à nous, est de mieux vivre ici qu'ailleurs. Pour le rendre possible, il faut arrêter la casse. Le Limousin, parce qu'il est une terre d'accueil, sait être aussi une terre de résistance. C'est un formidable atout.

EN BREF

PRESSE

Le chef de l'Etat (seul "pilote dans l'avion"...) a ouvert le 2 octobre les états généraux de la presse qui vont durer deux mois. Un exercice "urgent" face à une crise "bien française", a-t-il déclaré, affirmant qu'il fallait s'interroger sur "l'efficacité des aides publiques" de l'Etat. "Si ce n'est pas le cas, on change les règles", a-t-il averti ! 4 pôles de réflexion ont été mis en place... tous dirigés par de grands patrons de presse. Objectif : la création de grands groupes multimédias, des "champions internationaux" regroupant journaux, radios et télévisions... ce qui renforcerait les monopoles existants des amis du Président, les Lagardère, Bouygues, Bolloré et autres Dassault.

RETRAITES

Selon Liaisons Sociales, la revalorisation des pensions de retraites n'interviendra qu'au 1^{er} avril et non plus au 1^{er} janvier. Trois mois de gagnés...

VEUVAGE INTERDIT...

Une condition d'âge minimum (55 ans) va être rétablie pour l'ouverture du droit à pension de reversion. Pourtant, la réforme de 2003 avait programmé la disparition de cette condition. Par contre, l'allocation veuvage n'est pas rétablie pour les personnes veuves de moins de 55 ans...

IMMOBILIER

30 000 détenteurs de crédits-relais pourraient avoir des difficultés à rembourser leur prêt faute de parvenir à revendre dans les délais leur précédent logement, selon l'Association française des usagers des banques (AFUB).

FORMATION

58 % des Français n'ont jamais bénéficié de formation continue alors qu'ils sont 89 % à la juger indispensable.

Pile je gagne... face tu perds !

Comme on pouvait s'y attendre, à moins d'être naïf, après les Etats-Unis, les banques européennes sont atteintes par la crise. Au casino mondial de la spéculation, on n'aurait pas compris qu'elles n'aient pas cherché, elles aussi, à se constituer de confortables matelas... La bulle éclatant, c'est le retour de bâton. Curieusement, elles viennent pleurer maintenant... pour qu'on "nationalise" leurs pertes.

C'est ce qui est arrivé avec Dexia, leader franco-belge du financement des collectivités locales qui a plongé, comme (dans une moindre mesure) Natixis (filiale de la Caisse d'Epargne), Crédit agricole, etc. Et pourtant, la BCE (Banque centrale européenne) a injecté près de 800 milliards d'euros depuis le début de la crise...

Juste un peu de régulation...

Les Etats français et luxembourgeois ont donc décidé de sauver Dexia en y injectant 6,4 milliards d'euros. La France y met 3 milliards dont 2 par l'intermédiaire de la Caisse des dépôts et consignations. Nicolas Sarkozy a assuré les banquiers français de son soutien. Non ce n'est pas une crise du capitalisme ni du "libéralisme". Juste un petit manque de "régulation" passager. Place au "capitalisme intelligent", il faut "nettoyer les tuyaux", comme le dit Mme Lagarde...

Après avoir privatisé à tour de bras, et s'apprêter à le faire à la Poste par exemple, on en vient maintenant au retour des capitaux publics... mais il ne faut pas compter que les missions de Dexia (et d'autres peut-être) s'orientent vers des préoccupations d'intérêt général... Faut pas rigoler !

Nicolas Sarkozy peut faire tous les effets d'annonces et même feindre de fustiger ce qu'il appelle des "dérives", la libre circulation des capitaux et la concurrence libre et non faussée sont bien au cœur des traités européens, en particulier du Traité de Lisbonne qu'il nous a imposé.

Le Livret A mis à contribution ?

Pour sauver les banques, François Fillon a pensé à une manne providentielle : l'épargne populaire, c'est-à-dire le Livret A. Il y a certes des "excédents"... un excédent fruit de la crise financière qui a incité les épargnants à se réfugier sur ce placement sûr avec un taux de rendement de 4 %.

Mais excédents par rapport à quoi ? Le livret A est censé financer le logement social... Y aurait-il des excédents de logements sociaux ? C'est l'inverse. Ainsi, un million de familles se trouvent actuellement sur des listes d'attente de HLM ! Finalement, ce seront les ex-CODEVI et les livrets d'épargne populaire qui seront mis à contribution...

LE PROJET DE PRIVATISATION DE LA POSTE

Petite combine avec la CDC

Devant la montée de l'opposition à la privatisation de la Poste, François Fillon a trouvé une petite astuce de style, ce qu'il appelle une "nouvelle option". Ainsi, plutôt qu'une privatisation, la Caisse des dépôts pourrait, selon lui, devenir un "partenaire stratégique". Il est vrai qu'une entrée en Bourse avait de quoi effrayer en ce moment... Rappelons simplement que Dexia et Natixis sont d'anciens pans de la CDC privatisés...laquelle CDC est présente dans la plupart des entreprises du CAC 40...



Manifestation les 23 septembre à Limoges contre la privatisation de la Poste

Le bon prétexte de la crise

Encore mieux qu'en 2008 avec le "paquet fiscal" qui avait déposé plus de 14 milliards d'euros sur le plateau déjà doré des plus nantis. Le budget 2009, c'est un tour de vis supplémentaire pour ceux qui vivent uniquement du revenu de leur travail. "Les temps sont difficiles (...), il y a des moments où l'unité nationale s'impose" clame le Premier ministre...

Résultat :

- réduction massive des effectifs de la fonction publique (36 000 postes dont 13 500 dans l'enseignement). Economie : 750 millions d'euros, le vingtième du "paquet fiscal". L'Etat offre ses missions aux intérêts privés...

- côté fiscal, il paraît que les impôts n'augmenteront pas... En fait, augmentation des cotisations vieillesse, plus de taxes pour les ménages (pour payer le RSA, sur les mutuelles santé, etc.) et davantage d'allègements pour les entreprises ainsi que

maintien de l'essentiel des "niches" fiscales.

- pour les collectivités locales, ce sera le régime sec... en attendant la "réforme" de la taxe professionnelle pour décembre.

- côté dépenses, le ministère du logement se voit amputé de 6,9 % de ses moyens, celui de l'emploi et du travail de 5,2 %... au moment où l'on comptabilise 40 000 chômeurs de plus !

- la Sécurité sociale : on serre un peu plus sur les dépenses sans toucher, bien sûr, aux recettes pour éviter de déplaire à Mme Parisot (32 milliards d'exonérations cette année et une dette de l'Etat de 3,5 milliards à l'égard de la Sécu). Les mutuelles santé comme les assurances privées vont augmenter leurs tarifs. Pour les hôpitaux, on peut craindre la suppression de 20 000 emplois faute des crédits nécessaires.

La crise financière ? Un bon prétexte pour une cure d'austérité

PAUVRETE

Les inégalités ruinent la santé !

Baisse du pouvoir d'achat, crise économique, crise financière... se traduisent par une augmentation des phénomènes de pauvreté, d'exclusion, de détresse. La santé n'est pas épargnée. Consacré à la santé et à la prévention, le deuxième numéro de Convergence "Alerte Pauvreté", édité par le Secours Populaire, donne à voir et à comprendre que "les inégalités ruinent la santé".

Plus qu'un problème d'accès aux soins

Ce numéro dresse un constat alarmant sur la santé des précaires : les personnes à faibles revenus ne se soignent pas et ne consultent qu'en urgence. Des difficultés supplémentaires se font jour à la campagne, le manque de médecins, la fermeture d'hôpitaux, l'absence de transports, qui obligent les plus démunis à renoncer à se soigner... Et que dire sur la souffrance mentale qui a des conséquences psychologiques parfois désastreuses ! Personnes âgées, handicapées, sans papiers, comment font-elles pour se soigner ? La santé est bien plus qu'un problème d'accès aux soins.

La médecine ne guérit pas les inégalités sociales comme le constatent les anthropologues, sociologues, médecins, avec à l'appui le baromètre Ipsos/SPF dont les résultats montrent que 39% des français ont déjà renoncé à un soin ou l'ont retardé en raison de son coût tandis que 30% d'entre eux ont le sentiment de ne pas avoir les moyens

financiers pour disposer d'une alimentation saine et équilibrée.

De plus en plus renoncent aux soins

Les soins mis de côté en priorité sont : l'achat de prothèses dentaires (31% des personnes interrogées), l'achat de lunettes ou de lentilles de contact (29%), une consultation chez un spécialiste (24%), un dentiste (23%), un ophtalmologiste (19%), l'achat de médicaments (18%), des radios ou analyses en laboratoire (16%), une consultation chez un généraliste (14%), chez un psychiatre ou psychologue (11%).

L'épidémie des inégalités sociales

En France, un cadre supérieur vit en moyenne 81 ans, un ouvrier 74 ans, un SDF moins de 50 ans. Les inégalités ruinent la santé malgré les progrès accomplis par la médecine et le système de soins.

Le Secours Populaire apporte également un éclairage sur les injustices rencontrées tous les jours dans ses permanences d'accueil : les malades qui demandent une aide pour payer une facture d'hôpital, les personnes qui sautent un repas sur deux, les mamans qui se passent de lunettes pour soigner en priorité leurs enfants...

Aujourd'hui, le SPF souhaite souligner l'urgence à améliorer le système de santé pour que les inégalités cessent de croître en défaveur des personnes en difficulté. Les Médecins du Secours Populaire "sont aux premières loges" pour le constater et, avec eux, l'ensemble des bénévoles.

EN BREF...

PRIX ALIMENTAIRES

La grande distribution unie contre la vie chère... Les chiffres de l'INSEE sont tombés : + 7 % en moyenne sur un an ! Et ce sont les produits de base (pâtes, lait, riz, beurre, huile) qui ont le plus augmenté.

Quand on ajoute les petites manipulations sur le conditionnement et la composition, on s'aperçoit que les campagnes publicitaires ont comme un goût de faisandé.

CHARGES

Dans le rapport annuel de la Cour des comptes sur la Sécurité sociale, Philippe Seguin suggère de "resserrer" l'allègement général des charges sur les bas salaires, plus connu sous le nom de "réduction Fillon". Le coût de ces exonérations est évalué à 20,6 milliards d'€ en 2007, en progression de plus de 13 milliards en 10 ans (6,9 milliards en 1997). 20 milliards, c'est le double du déficit de la Sécu...

GEORGIE-RUSSIE

Les troupes russes ont jusqu'au 11 octobre pour revenir aux positions qu'elles occupaient avant leur contre-attaque suite à l'opération militaire géorgienne en Ossétie du Sud.

La volonté du président géorgien de placer son pays sous la bannière de l'OTAN ne contribue pas à réduire les tensions...

EQUATEUR

Le président équatorien, Rafael Correa, a remporté une nette victoire lors du référendum sur la constitution : plus de 64 % de "oui". Le texte propose d'aller vers le "socialisme du 21^e siècle", fondé sur un système économique "social et solidaire". L'Etat aura ainsi le droit d'administrer, réguler, contrôler et gérer les secteurs stratégiques comme l'énergie, les télécommunications, les ressources naturelles non renouvelables, l'eau, etc. Ces secteurs sont pour la plupart déclarés "propriété inaliénable de l'Etat".

Education : Une rentrée très... épicière

Encore une rentrée plombée. Et celle-ci ouvre sur des perspectives préoccupantes. L'obligation de «faire mieux avec moins» ne rend pas optimiste et si les «moins» sont de plus en plus certains, les «mieux» tiennent de plus en plus à l'improbable.

On fait moderne, on recentre, on anesthésie l'opinion par des déclarations péremptoires proclamant les vertus de la morale et du «par cœur». Dans les faits c'est la logique comptable qui prévaut, génératrice d'abandons de tous ordres. Où sont donc passés les objectifs de l'école républicaine ?

Le point chez nous avec les syndicats d'enseignants. Les faits dispensent du commentaire.

Primaire : la «joyeuse pagaille» des heures de soutien

Dans l'enseignement maternel et élémentaire, on a créé 12 postes en Haute-Vienne pour accueillir 450 élèves supplémentaires. On est loin de la norme de 25 élèves par classe... pour laquelle l'Administration triche par ailleurs systématiquement en globalisant les effectifs. Bon an, mal an, l'érosion du taux d'encadrement se poursuit à raison de trois à quatre postes d'enseignants par an. Des petites écoles de campagne vivent quelques situations lourdes avec des classes à trois niveaux, des moyennes proches souvent de la trentaine d'enfants par classe.

Les ajustements de rentrée n'ont pas réglé grand-chose des problèmes signalés par les maires, les enseignants et les parents. Dans notre département, l'inspection académique avait reçu 35 demandes d'ouvertures de classes motivées par des effectifs supérieurs à 25 élèves. Seulement 8 cas ont été examinés ; elle n'a effectué que des saupoudrages par demi-postes qui ne satisfont vraiment personne. Dans certains cas même, comme Châteauneuf et Ambazac, c'est un veto brutal qui a été opposé aux élus.

Quant aux nouveaux programmes, ils n'étaient pas disponibles à la rentrée ; on en est donc souvent resté aux précédents... ce qui présente l'avantage d'éviter de se heurter à certaines incohérences.

La gestion des 60 heures de soutien (2 par semaine) donne lieu à ce que les enseignants qualifient de «joyeuse pagaille». Avant ou après la classe, ou encore à la pause de midi ?

Quel contenu et quelle évaluation, dans la mesure où il n'existe aucun programme préétabli ? Etonnant : il semble que cela importe peu.

Secondaire : la démographie a bon dos

Dans le second degré, une faible évolution de la démographie (moins 550 élèves en lycée, mais 268 en plus dans les collèges de l'académie) est prétexte à la suppression de 116 postes d'enseignants. L'apport de quelques inscriptions de postes supplémentaires a été grevé par l'institution de forts contingents d'heures supplémentaires.

L'administration, qui éprouve quelque difficulté à faire absorber ces heures de cours, les impute à ces titulaires remplaçants dont ce n'est pas la fonction. Motif réel : les heures supplémentaires coûtent moins cher que la création du nombre de postes correspondant. De la sorte, les effectifs atteignent parfois un seuil qui rend aléatoire le traitement des difficultés dans les niveaux délicats : 28 élèves en sixième, 35 en seconde qui est la classe de détermination.

L'accompagnement éducatif, qui est étendu à tous les collèges (et aux écoles de l'éducation prioritaire), est fort mal défini : ce peut être soit un soutien, soit une approche d'activités culturelles ou sportives. Le volontariat est sollicité, tant de la part des enseignants que des élèves, ce qui sous-tend une volonté de faire prendre en charge le soutien scolaire par d'autres intervenants que les pédagogues.

Curieuse façon de traiter l'échec scolaire, qui ne peut avoir de vraie solution que dans la classe.

De façon générale, l'offre éducative se trouve en régression cette année encore avec la réduction des options proposées.

Les perspectives pour la rentrée 2009, qui verra la réforme Darcos entrer en vigueur, ne sont pas plus attrayantes : réduction du budget, du nombre d'emplois et donc d'heures de cours, parcours plus pauvres, ce qui pose une menace sur le contenu des enseignements, en particulier pour les voies tech-

nologiques et notamment les filières industrielles. Ceci dans l'attente de la réforme des lycées, l'an prochain, qui aura pour premier effet d'«économiser» encore des postes.

Université : quid de l'autonomie ?

L'université n'est pas épargnée par la logique comptable. L'aventure en cours du passage imminent à l'autonomie (Loi LRU dite Péresse) soulève beaucoup de questions. Dans l'immédiat, il n'est même pas certain que la manne d'Etat promise de 250 000 € soit versée : elle serait à présent plutôt affectée à des prestations de cabinet-conseil, alors qu'elle devait accompagner la prise en charge des nouvelles compétences. Même incertitude à propos du plan licences, pour lequel une dotation triplée était escomptée. Au final, excepté un effet d'image, aucun bilan chiffré ne pourra être tiré en raison de l'opacité créée par le budget globalisé. On voit mal comment les universités de provinces vont pouvoir tirer leur épingle du jeu quand l'objectif de cette très libérale réforme est de distinguer davantage une quinzaine de structures importantes.

Quid de l'effet de l'autonomie sur le moyen terme ? Bien malin qui prédirait quelle sera la politique de soutien du gouvernement à l'enseignement supérieur et à la recherche. On sait que les embauches de contractuels en seront facilitées ; mais en parallèle 900 postes de titulaires enseignants-chercheurs seront supprimés. On voit donc apparaître une nouvelle catégorie, les enseignants-chercheurs contractuels. Enseignants-kleenex ?

Daniel Foury

EN BREF

4 «dominantes»... C'est ce que le ministre de l'Education, Xavier Darcos, veut instituer dans les lycées pour remplacer les séries : humanité et arts, sciences, sciences de la société, technologies... avec une réduction des horaires qui passeraient de 1 100 heures/an à 975. De quoi supprimer des postes...

Objectif : créer une nouvelle seconde pour la rentrée 2009, une nouvelle première en 2010 et une nouvelle terminale en 2011.

80 000... c'est le nombre de suppressions de postes dans l'Education nationale programmées par le gouvernement d'ici 2012.